

MADAGASCAR

Revue de Presse février 2008

POLITIQUE INTÉRIEURE

Élections municipales du 12 décembre 2007 : 213 plaintes déposées auprès du conseil d'Etat. Le nombre de requêtes en annulation des élections municipales ne cesse d'augmenter et, faute de moyens, aucun verdict du conseil d'Etat n'a encore été rendu plus de 2 mois après le scrutin. Le statu quo risque d'entraîner de la confusion au sein des communes concernées, la tension est latente dans certaines localités. La ministre de la Justice, Bakolalao Ramanandraibe, a tenté de tempérer la situation. *«Sans entrer dans le fond des dossiers, il faut se rendre compte que le nombre des plaintes ne signifie pas qu'il y a autant de problèmes auprès des communes. L'expérience montre que des gens usent et abusent de leur droit de porter plainte»,* estime-t-elle. Du côté des plaignants, le ton est alarmiste. Certains évoquent une confusion post électorale préjudiciable au développement. Le scrutin des régionales du 16 mars va se dérouler alors que les litiges nés des communales n'auront pas encore été réglés.

Les régionales du 16 mars boudées par les candidats : cavalier seul du TIM. Presque dans tout le pays, il n'y a pas d'autres candidatures que celles du parti présidentiel. Une situation désormais familière est en train de se reproduire pour ce scrutin. Les critiques fusent sur la façon dont le gouvernement a mené les récentes élections. Plusieurs raisons sont avancées pour expliquer le manque de candidats. *«A notre avis, les gens en ont marre des manipulations des résultats. Ils ne se hasardent plus à se présenter à nouveau aux élections»,* a soutenu Moxe Ramandimbilahatra, conseiller du président de la République. Il souligne également le manque de sensibilisation autour du scrutin. *«Les citoyens ne sont pas suffisamment informés des enjeux de la consultation populaire»,* a-t-il avancé. Une position partagée par Bruno Rakotoarison, secrétaire général du Comité national d'observation des élections (CNOE/KMF). Moxe Ramandimbilahatra appréhende déjà la montée du taux d'absentions, seul de nature à contrecarrer les ambitions du TIM. Et il évoque les éventuelles conséquences politiques provoquées par le scrutin : *«à l'allure où vont les choses, la mise sur pied des régions est mal partie »,* ce qui serait un sérieux coup dur pour la décentralisation.

Fissures au sein de la majorité présidentielle : le parti AME, deuxième du pays en nombre d'élus, se démarque du régime. Il remet en cause la mise en œuvre du MAP et dénonce les détournements de voix ainsi que les menaces proférées par les tenants du pouvoir lors des dernières élections législatives et communales. Pour cette raison, il s'abstiendra aux régionales du 16 mars. De son côté, le Teza commence à tenir un langage de fermeté à l'encontre du pouvoir. Il recommande le report des régionales au motif que celles-ci vont se dérouler en période cyclonique et de soudure.

Le rouleau compresseur du pouvoir a eu raison des partis politiques. Même le parti présidentiel TIM est malmené. La société civile se mobilise de son mieux pour préserver tout ce qui peut l'être face à ce rouleau compresseur qui n'a pas été capable de freiner la paupérisation de la majorité de la population et éviter le laminage des classes moyennes, sans parler de ces accès de violences qui éclatent un peu partout ou qui s'étendent aux jeunes des provinces.

L'Observatoire de la vie publique (Sefafi) critique sévèrement les processus électoraux : du fait du fort taux d'absentions aux différentes élections récentes, il met en cause le fonctionnement des institutions qui en découlent. *« Lorsqu'un élu ne peut se prévaloir de la majorité des voix, notamment en raison d'une abstention massive des électeurs, sa légitimité s'en trouve atteinte. [...] L'ensemble des citoyens n'est plus concerné par les promesses de développement et estime que l'avenir du pays n'est plus entre ses mains. »*, explique le Sefafi dans son communiqué. Il appelle la population à prendre ses responsabilités : *« Il faut que les gens refusent que la démocratie leur soit confisquée »*, avance-t-il, tout en précisant que *« c'est régresser que de revenir à la case départ et de réclamer des changements en descendant dans la rue comme en 2002 »*. Il évoque le *« flou »* et l'*« incertitude »* qui entourent les préparatifs des régionales et appréhende un scrutin qui va se dérouler dans l'indifférence générale à cause de l'absence d'une campagne de sensibilisation sur ses enjeux. Il évoque également un climat de méfiance autour de l'absence de clarté sur l'avenir des chefs de région.

Le Sefafi rencontre des diplomates. Il s'agit d'ambassadeurs ou de chargés d'affaires de l'Union européenne, de l'Allemagne, de la France, de Norvège et de la Suisse. *« Elle a permis de procéder à des échanges d'avis »*, a fait savoir Jean Eric Rakotoarisoa, constitutionnaliste et membre du Sefafi. La rencontre a eu lieu suite à l'initiative des ambassadeurs et chargés d'affaires. *« Nos communiqués, qui interpellent sur le rôle de la communauté internationale a semblé les toucher, d'où leur invitation à discuter »*. Les échanges ont porté notamment sur les régionales, la légitimité des élus et le processus de décentralisation.

Rappel : un des membres du Sefafi, le Père Sylvain Urfer a été expulsé manu militari l'année dernière sans que l'Etat ait donné aucun motif à cette mesure. Les analystes ont avancé que l'expulsion du Père Urfer devrait être liée à ces activités au sein du Sefafi. Cette organisation de la société civile n'a jamais hésité à livrer des réflexions politiques et socioéconomiques qui critiquent objectivement les menées des régimes successifs.

Calendrier électoral : les catholiques persistent et signent. L'Eglise rappelle à ses fidèles la déclaration de *« Justice et Paix »* qui conteste le projet de loi sur la dépénalisation de l'avortement et la suspension de l'émission Karajia de Radio Don Bosco. Elle sollicite également le changement de la date des régionales du 16 mars, qui coïncide avec la fête des Rameaux et la Journée Mondiale de la Jeunesse. Au risque de renforcer le malaise entre le gouvernement et l'Eglise catholique, le gouvernement a répondu fermement à la demande formulée par *« Justice et Paix »* : il n'y aura pas de changement de la date des régionales. Le lourd bilan du passage de deux cyclones en ce début d'année apporte de l'eau au moulin des partisans du report du scrutin.

Liberté d'expression et démocratie : la conférence épiscopale pousse à la résistance. L'Eglise catholique change de style mais reste fidèle à sa ligne de conduite de ces derniers mois. Elle critique d'une manière sévère la démocratie et la liberté d'expression telles qu'elles sont vécues à Madagascar, et incite la population à réagir. Elle offre en retour son soutien comme garantie. L'Eglise n'est pas tendre en évoquant les maux dont souffre la population. *« La majorité des gens baisse les bras. Ceux de bonne volonté qui veulent contribuer au développement sont sur le qui-vive. Emprisonnés par la peur et l'appréhension de licenciement ou d'affectation, ils n'osent plus s'exprimer et discuter »*, soutient le message pastoral. Pour permettre à tout un chacun de s'exprimer librement, les évêques jugent nécessaire l'adoption d'une loi sur la communication. Le message manifeste incontestablement un durcissement à l'égard du pouvoir. L'opposition s'en réjouit. *« De toutes les confessions, seule la hiérarchie catholique a manifesté sa grande compassion face aux problèmes aigus vécus par la population »*, soulignent les opposants de l'AREMA.

Campagne électorale et cyclones : polémiques autour de l'aide aux sinistrés.

L'Observatoire de la vie publique (Sefafi) se soucie de la confusion entre la distribution des dons aux sinistrés et la propagande électorale. *«Les candidats aux élections ou les personnes qui les soutiennent devraient s'abstenir de distribuer des dons»*, a recommandé le spécialiste en Droit constitutionnel Jean Eric Rakotoarisoa, membre du Sefafi. Il arriverait que la distribution des cartes électorales s'effectue à l'occasion de la remise de dons aux sinistrés.

Chacun des 21 diocèses revendique sa station de radio : jusqu'ici, seule, la Radio nationale malgache (RNM) a une couverture nationale. La MBS appartenant au Président de la République est sur sa trace. Seules ces deux stations sont autorisées à émettre dans tout Madagascar. Les évêques revendiquent l'adoption des lois sur la communication qui permettraient de mettre fin à cette situation.

Madagascar au stade de la « démocratie en maturation » : telle est l'appréciation de la plateforme nationale des organisations de la société civile de Madagascar (PFNOSCM). Elle milite pour une réforme électorale depuis plusieurs années et se réjouit de sa similitude de vues avec les récentes déclarations de la hiérarchie catholique sur la liberté d'expression, l'appel à la réflexion et à la défense de la vérité. Elle œuvre également en faveur de la bonne gouvernance et se veut force de proposition, d'alerte, interface entre les populations et les décideurs.

Réforme électorale : la société civile lance un appel au gouvernement pour qu'il fixe le calendrier. La Coalition des organisations de la société civile pour la réforme électorale a lancé un appel à l'implication de toutes les parties concernées. Ses membres demandent à la communauté internationale d'accompagner le processus. La Coalition espère une ligne de financement de la part de cette dernière pour la concrétisation du projet. Cinq entités composent la Coalition et soutiennent l'idée d'une réforme électorale : le KMF/CNOE, la plateforme nationale des organisations de la société civile à Madagascar, l'Accès aux droits de l'homme, la plateforme de la société civile à Madagascar, et l'UNMDH.

Réduction drastique du nombre de sénateurs : la réduction de leur nombre de 90 à 30 provoque un tollé au sein de la classe politique y compris dans le rang des partisans du régime. Après les municipales, les conseillers régionaux et maires (au total 1693 grands électeurs) vont donc élire 22 sénateurs le 20 avril, à raison d'un élu par région. Les 11 autres parlementaires seront désignés par le Président de la République en raison de leurs compétences particulières. Le pouvoir justifie cette réforme par sa politique d'austérité budgétaire. *«Avec la situation actuelle, le parti présidentiel s'assure le contrôle total du Sénat. Il va disposer de presque l'ensemble des conseillers régionaux et la majorité des maires»*, soutient un opposant. *«Une éventuelle mise en jeu de deux sièges par région et une dose de proportionnelle auraient exposé le pouvoir au risque de voir d'autres élus que ceux du TIM à la Chambre haute»*, continue-t-il. Certains voient dans cette décision une atteinte aux fondements de la décentralisation.

DROITS HUMAINS, JUSTICE, BONNE GOUVERNANCE, SOCIÉTÉ, SANTÉ

Les chefs d'Église chez Ravalomanana : le chef de l'État a émis le souhait de parvenir à l'éradication de la pauvreté à travers la collaboration entre l'Église et l'État.

Justice : accélérer le traitement des dossiers. *« D'ici fin 2008, le ministère de la Justice et la Cour suprême s'engagent à réduire à 55,45% le taux de détention préventive dans les maisons centrales de*

Madagascar », a avancé Bakolalao Ramanandraibe, ministre de la Justice et garde des Sceaux. Selon l'UE, 80% des détenus sont en détention préventive. Pour la plupart, les motifs de détention ne sont pas clairement déterminés. Une loi voté en 2007 mais non encore promulgué stipule qu'aucun prisonnier ne devrait plus rester emprisonné pendant plus d'un an sans être passé en jugement.

La population appelée à la « redevabilité sociale » : davantage de transparence dans les services publics. La Banque mondiale et l'Inter coopération suisse se lancent dans la vulgarisation de ce nouveau concept. « *C'est une notion qui repose sur l'optimisation de la communication directe entre les élus et services publics avec les citoyens* », explique un responsable du projet Pôle Intégré de Croissance (PIC), financé par la Banque mondiale. L'initiative pour la transparence des industries extractives (EITI) est un cas qui servira d'exemple.

Le recensement des fonctionnaires en panne : la mise en place du système intégrée de la gestion des ressources humaines de l'État est laborieuse. Initiée en 2005, la base de données contient actuellement les informations de 106 000 fonctionnaires sur 157 000 environ. La collecte des informations est au point mort. Elle attend entre autres le financement du PNUD. L'opération permettra notamment de détecter les fonctionnaires « *fantômes* » et les fonctionnaires occupant plusieurs postes budgétaires.

Contrôle des étrangers : 1 315 visas non renouvelés en 2007. Le ministère de l'intérieur a en effet décidé de ne pas donner suite à de nombreuses demandes de renouvellement, sans en révéler les raisons. La majorité de ces « *expulsions déguisées* » concerne des citoyens français ayant obtenu un premier visa de 3 mois suivi d'un autre de durée plus ou moins équivalente. Ces décisions sont prises suite à des contrôles portant sur la moralité, le respect de la loi et des us et coutumes malgaches.

Lent redémarrage de l'adoption internationale : Madagascar a décidé en 2005 de ratifier la Convention de La Haye de 1993. Elle oblige le pays à mettre en place un organisme central, à organiser des procédures transparentes et à réprimer les trafics. Pendant la refonte de sa législation, le pays, qui compte beaucoup d'orphelinats, s'est fermé à l'adoption internationale. Celle-ci devrait se rouvrir fin février, selon la directrice générale de l'Agence française de l'adoption (AFA). Mais le redémarrage sera lent : une cinquantaine de dossiers seulement devraient aboutir dans les six prochains mois.

14 000 enfants à retirer du travail en 2009 : c'est l'objectif que se sont fixés le gouvernement et son partenaire, le BIT/IPEC, au travers d'une convention portant sur le renforcement du cadre juridique de lutte contre le travail des enfants. Des actions de formation sont prévues en direction des greffiers et des avocats, ainsi que pour la sensibilisation des parents qui emploient leurs enfants. Le pays s'achemine progressivement vers la mise en conformité de sa législation avec les dispositions des instruments internationaux qu'il a ratifiés.

ORGANISATIONS INTERNATIONALES, INTEGRATION REGIONALE, COOPERATION

Appui onusien au MAP : les organes onusiens renouvellent leur engagement pour répondre aux exigences du Madagascar action plan (MAP) durant les quatre années à venir. Trois agences ont reformulé à cet effet leur plan d'action du programme pays (Cpap). Le Pnud allouera plus de 59 millions de dollars dans les programmes de bonne gouvernance, de protection de l'environnement et de lutte contre le Vih/sida. Pour l'Unfpa, la promotion du genre, l'amélioration de la santé maternelle et la santé de la reproduction seront prioritaires

pour un montant de 19 millions de dollars. Quant à l'Unicef, une somme de plus de 70 millions de dollars devra améliorer la promotion des droits des enfants, l'éducation et la lutte contre le Vih/sida.

Le FMI octroie 25 millions de dollars pour le FRPC : satisfait des résultats de Madagascar en matière de croissance économique, le FMI renforce son appui. La maîtrise de l'inflation a été le critère déterminant. Ce crédit entre dans le cadre des deuxième et troisième tranches du Fonds pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC). Il recommande la poursuite des efforts pour le renforcement des recettes fiscales et le redressement de la Jirama.

La Banque mondiale prévoit un crédit supplémentaire de 30 millions de dollars pour l'éducation à Madagascar : ce crédit sera attribué chaque année sur une période de 3 ans. Il viendra en appui des projets " *Fast Track Initiative*" qui consistent à poursuivre et améliorer le programme " *Education pour tous*" du gouvernement. Il accompagnera le processus de réformes de l'enseignement primaire jusqu'à l'enseignement supérieur. Le défi est d'améliorer la qualité de l'éducation en termes de programmes scolaires, de formation des enseignants, de renforcement de la capacité technique et de rallongement de l'enseignement primaire. Le programme " *Education pour tous*" a déjà fait ses preuves avec un taux élevé de scolarisation, néanmoins encore beaucoup trop de jeunes abandonnent l'école ou échouent.

Union Africaine : Madagascar accueillera le sommet en 2009. Quelques 4.000 personnes en provenance de 53 pays d'Afrique seront présentes. Cet événement servira de référence pour la préparation du sommet de la francophonie qui se tiendra dans le pays en 2010. Le président a souligné que « *ce sommet est une opportunité pour les opérateurs, notamment ceux du secteur tourisme. Madagascar accueillera une délégation de 30 personnes à 60 personnes de chaque pays membre, sauf pour le cas de la Libye qui sera représentée par environ 400 personnes* ». Les chinois réalisent pour la circonstance un hôtel de grand luxe et un centre de conférences. L'Etat lance un appel en direction des investisseurs potentiels pour construire des hôtels de standing. La mise en place rapide d'infrastructures d'accueil est considérée comme un enjeu majeur pour la crédibilité de Madagascar. La Banque mondiale, sollicitée, risque de ne pas pouvoir apporter son concours. Le gouvernement sud-africain a promis son aide.

La visite du président en exercice de la SADC, le président zambien à l'approche de l'intégration de Madagascar en août 2008.

Les échanges régionaux prennent de l'ampleur. Le président de la SADC propose l'aide de son organisation en matière d'énergie et d'infrastructures routières et portuaires. Deux secteurs qui figurent aujourd'hui parmi les priorités des autorités malgaches car ils constituent les points faibles de l'environnement des affaires. Les interventions du président zambien s'inscrivent dans le cadre général de libéralisation des échanges entre les pays membres de la SADC. Par ailleurs, Levy Mwanawasa a réitéré sa volonté d'appuyer Madagascar dans l'organisation du Sommet de l'UA en juillet 2009, notamment en matière de sécurité.

L'opposition indifférente à la visite de la délégation de la SADC : « *On n'espère rien de cette organisation régionale pour l'amélioration de la pratique politique à Madagascar* », affirme un leader de l'opposition. Les opposants n'ont pas apprécié la prise de position des observateurs de la SADC lors de l'élection présidentielle et des dernières législatives. Occultant les fraudes et les irrégularités dénoncées par l'opposition, les observateurs de la SADC sont considérés comme pro-Ravalomanana. Sur le plan politique, les pays membres de la SADC ne

respectent guère les clauses de la Convention de l'Organisation, notamment l'engagement à organiser des élections libres et transparentes ainsi que le respect des principes démocratiques : la plupart d'entre eux, y compris la Zambie, se sont tendus coupables de répression à l'encontre de leur opposition.

Le président zambien évite de donner son point de vue sur l'état de la démocratie à Madagascar par rapport aux normes de la Communauté régionale. Il s'est contenté de dire : « Madagascar a fait beaucoup d'efforts pour instaurer la démocratie et le dialogue après la crise qu'il a traversée. Et ce, à travers des élections libres et transparentes. Vous êtes sur la bonne voie en matière de démocratie ». Le président en exercice de la SADC préfère parler économie. «La démocratie n'était pas la question la plus importante», a-t-il dit, «l'essentiel est que tout le monde puisse jouir de la prospérité». L'opposition fustige la position de Levy Mwanawasa et déplore «une attitude complaisante face à une démocratie de façade».

L'avis du chargé d'affaires suisse Benoît Girardin, à l'occasion de son départ de la Grande Ile : « Le pays n'aura aucune peine à accélérer son rythme de développement dès lors que les règles du jeu seront appliquées de manière plus impartiale, plus transparente, plus prévisible et que le fair-play politique aura droit de cité ».

ECONOMIE, DEGATS CYCLONIQUES

Evolution des conditions économiques : Madagascar distingué par Aon Corporation, premier courtier mondial d'assurances, en partenariat avec la société internationale de conseil Oxford Analytica. Une stabilité politique apparente, des campagnes de promotion du potentiel économique, des réformes règlementaires. Des études sont réalisées chaque année par un réseau mondial de plus de 1 000 experts de grande renommée, qui ont évalué 209 pays. Pour cette quinzième année de publication, l'évolution enregistrée dans 11 pays, dont Madagascar, a particulièrement retenu l'attention. Il en ressort que Madagascar se situe parmi les 5 pays en Afrique à offrir aux entreprises de meilleures conditions économiques. Les autres pays africains en lice sont le Gabon, le Ghana, la Mauritanie et la Namibie.

L'Ariary qui se déprécie depuis le début du mois : une dévaluation brutale qu'on dit voulue. Aucun argument économique, commercial ou financier ne peut soutenir ce plongeon de la monnaie nationale. La chute survient à un moment où l'Etat annonce une économie florissante, avec un taux de croissance de 6,9 %, une inflation qu'on dit maîtrisée et des investissements étrangers massifs dans le secteur minier. Cette dépréciation n'est rien moins qu'une plaie d'argent mortelle pour les ménages.

Les retombées économiques de l'intégration de Madagascar à la SADC

Une stratégie commune pour combler le déficit en énergie de 1.800 Mégawatts. La capacité d'alimentation en énergie électrique de Madagascar n'est que de 200 MW alors que la demande actuelle s'élève à 2.000 MW, et peut atteindre 4.000 MW à long terme. La SADC entend proposer une stratégie commune en faveur de la Grande Ile pour combler son déficit énergétique, en collaboration avec les institutions financières comme la Banque mondiale. Les autres pays membres de la SADC peuvent en contrepartie tirer profit du développement du secteur de l'énergie au niveau régional. Par ailleurs, Madagascar fait face à un autre grand défi, l'extension du port de Toamasina, qui devient une problématique d'ordre régional. La SADC envisage des mesures pour soutenir les efforts entrepris par le pays et lui permettre de contribuer à la croissance du commerce intercontinental.

Les grands industriels du textile et de l'agro-alimentaire COTONA et TIKO seront les premiers bénéficiaires des facilités de la zone de libre-échange. Le groupe TIKO, propriété du président Ravalomanana, consacrera 50% de ses ventes à l'exportation vers les marchés de la SADC et de l'Océan Indien. Le marché national, trop restreint en raison de la faiblesse de la demande locale, ne lui permet pas d'utiliser pleinement sa capacité de production.

Tourisme : un bilan de 210 millions de dollars. Le tourisme est le premier secteur pourvoyeur de devises pour Madagascar avec 210 millions de dollars en 2007 pour 344 000 touristes recensés.

Notation pays de la Coface : Madagascar, toujours classé pays à risque (classe C), malgré de nettes améliorations. Une note qui n'est pas très éloignée de la classe D, la plus mauvaise. Pour la Coface, les fragilités du pays « *peuvent avoir un impact sensible sur les comportements de paiement* ». Mais le pays ne figure plus parmi les 15 pays africains à risque très élevé comme la Côte d'Ivoire, le Libéria, le Malawi, le Nigeria, le Soudan, le Tchad... Dans la classe C, Madagascar est au même rang que certains pays africains comme la Zambie, le Ghana, Djibouti. La Coface fait néanmoins état d'avancées importantes.

Madagascar entrera dans la course à la technologie haut débit mi-2009 : Orange Madagascar mettra en oeuvre prochainement un projet qui révolutionnera le monde des télécommunications. L'opérateur investira en effet, dans le projet « *Lion* » 100 milliards d'Ariary pour la connexion de la Grande Ile au câble sous-marin en fibre optique via Maurice et La Réunion. Ce projet viendra en complément du projet est africain « *Eassy* » qui est déjà lancé. Les deux projets devront aboutir à peu près à la même date.

Madagascar cherche du riz en Asie : le marché international du riz est sous tension. C'est dans ce contexte que de hauts responsables malgaches et des opérateurs privés sillonnent actuellement l'Asie pour en trouver à un prix abordable. Malgré les promesses d'autosuffisance avancées par les responsables ministériels, Madagascar reste un gros importateur de riz. L'importation demeure un palliatif à la hausse de prix sur le marché local, victime des spéculateurs. Les opérateurs locaux en ont importé plus de 200 000 tonnes en 2007. Le riz reste une denrée stratégique pour le pays et politiquement très sensible.

L'Inde accorde à Madagascar, à titre exceptionnel, la fourniture d'une cargaison de 50 000 tonnes de riz de seconde qualité. Ce pays, à l'instar des autres principaux pays producteurs mondiaux de riz, comme la Thaïlande ou le Viêt-Nam, a décidé de suspendre ses exportations. La demande intérieure de ces pays a augmenté et la Chine est aussi devenue un pays importateur. La demande en riz sur le marché mondial ne cesse d'augmenter. La révolution verte promise par Marc Ravalomanana devient urgente.

Les cyclone Fame et Ivan ont fait d'énormes dégâts : un bilan provisoire fait état d'au moins 96 morts, de 177 disparus et de plus de 322 000 sinistrés, dont 30.000 sont dans le besoin d'une assistance immédiate. Plusieurs régions de l'île sont sous les eaux. 70% du réseau routier a été coupé. Dans la capitale, on compte 20 000 personnes sans abris. Plus de 80 000 ha de rizières ont été inondées, 150 000 ha de champs de cultures ont été détruits. Près de 500 salles de classes doivent être reconstruites. Les pouvoirs publics reconnaissent être dépassés et ils sollicitent l'assistance internationale. L'UNICEF elle-même est débordée. La saison des cyclones coïncide avec la période de soudure entre deux récoltes, et la sécurité alimentaire, précaire, est préoccupante pour les mois à venir. Dans toutes les régions, les risques épidémiques sont très importants, les médicaments ne pouvant être acheminés facilement

dans les zones isolées. Ivan est de même intensité que l'ouragan Katrina qui a dévasté la Nouvelle Orléans aux États-Unis en 2005.

Sources : *L'Express, Midi, La Tribune, Les Nouvelles, Le Quotidien, Matora, IRIN News, APA, Relief Web*

Au 29/02/2008, 1euro = 2752 Ariary (cours pondéré)